

# **l'Eco de la semaine**

24 au 30 Janvier 2026



# SOMMAIRE

Secteur du numérique : Formation gratuite de 1 300 jeunes pour intégrer le marché du travail .....	2
Volobe Amont : Relance du projet pour accélérer la transition énergétique.....	2
Manandona, Antsirabe II : les agriculteurs interpellent l'Etat.....	3
Assises régionales sur Agribusiness à Fianarantsoa : plusieurs produits à fort potentiel, identifiés .....	3
Production - Le marché du graphite gagne du terrain .....	4
Hausse du cours du nickel : une nouvelle opportunité pour Ambatovy .....	4
Grand Sud : Une révolution numérique entamée avec les « Smart Villages ».....	5
Devises – Les réserves de change de Banky foiben'i Madagasikara à 3,4 milliards de dollars à mi-janvier 2026 .....	6
Union Européenne – Madagascar - Un nouvel accord commercial en passe d'être signé .....	6
Relance économique - Le secteur privé investit dans le secteur eau et électricité .....	7
Transports aériens : Cinq compagnies aériennes autorisées à opérer à Madagascar .....	8
Commerce – Explosion des importations de biens de consommation en dix ans, selon les données de la Douane .....	8
Airtel – ESCM Business School : rapprocher l'apprentissage de la pratique .....	9
« 80 % des crises les moins médiatisées se situent en Afrique et souffrent d'un sous-financement de l'aide », alerte l'ONG Care .....	9
Accord commercial - Perspective d'un report d'un an pour l'Agoa.....	10
Table des bailleurs : Focus sur le secteur de l'agriculture et de l'élevage.....	11
Mines : Madagascar rouvre l'octroi des permis miniers .....	11
Prolongation de l'Agoa : Volte-face du Sénat américain .....	12
Intelligence artificielle : « Demandons-nous devant chaque progrès s'il nous rend plus ou moins humains » .....	12
Secteur halieutique - Reprise de la pêche au concombre de mer dans le nord-ouest.....	13
Redevances minières : Déblocage de 98 milliards d'ariary d'Ambatovy pour les communes .....	14
Tourisme – L'ONTM ouvre la promotion de Madagascar à tous les volontaires de bonne volonté.....	14
Relance économique – Huit filières d'excellence pour bâtir l'avenir agro-industriel de la province d'Antananarivo .....	14

# Secteur du numérique : Formation gratuite de 1 300 jeunes pour intégrer le marché du travail

NAVALONA R. | 26 JANVIER | MIDI MADAGASCAR

**L**e programme ASAN'AI est lancé par le ministère du Développement numérique, des Postes et des Télécommunications (MNDPT) à travers la mise en œuvre du projet Pôles intégrés de croissance (PIC) financé par la Banque mondiale.

Il s'agit d'un programme de formation et d'insertion professionnelle dédié aux jeunes, en vue de les propulser vers les métiers du numérique, particulièrement dans le secteur du BPO (Business Process Outsourcing), ou externalisation des processus métiers.



Il se fixe pour mission de former gratuitement 1 300 jeunes à travers toute l'île sur une période de 15 mois. L'objectif consiste à répondre aux besoins croissants des entreprises locales et internationales spécialisées dans l'externalisation des processus métiers (BPO). Pour la première des quatre cohortes prévues, le ministère de tutelle prévoit de sélectionner 280 candidats. L'excellence est de mise pour intégrer ce parcours. Les candidats doivent être titulaires, au minimum, du baccalauréat, justifier d'une

maîtrise irréprochable de la langue française et démontrer une réelle agilité avec les outils informatiques. Au-delà de ces compétences techniques, les critères d'admission porteront également sur la motivation, la capacité d'adaptation et l'engagement personnel des postulants à bien suivre cette formation.

## Date limite d'inscription

Loin d'être purement théorique, le cursus favorise une immersion rapide. En effet, les bénéficiaires intégreront le monde de l'entreprise dès leur troisième mois de formation. Pour les apprenants les plus performants, une promesse de recrutement immédiat est également prévue au sein de leaders du secteur tels qu'Intelcia, Konecta, Connecteo ou encore Concentrix, selon le ministère de tutelle. Les débouchés incluent des postes stratégiques et innovants, allant du téléconseiller à l'expert en annotation de données pour l'intelligence artificielle. Il est à noter que la date limite permettant aux jeunes intéressés de soumettre leur candidature à ce programme de formation gratuite est fixée au 27 janvier 2027. Les inscriptions se font exclusivement en ligne via la plateforme officielle : [www.asanai.mg](http://www.asanai.mg). En renforçant ainsi les compétences locales, l'État mise sur le numérique comme un moteur durable de croissance économique et un levier majeur pour l'intégration des jeunes sur le marché du travail.

# Volobe Amont : Relance du projet pour accélérer la transition énergétique

ANTSA R. | 26 JANVIER | MIDI MADAGASCAR

**L**'amélioration de l'accès à l'électricité et la résolution durable des difficultés énergétiques figurent parmi les priorités majeures du gouvernement.

Dans cette dynamique, le ministère de l'Économie et des Finances (MEF) a conduit deux réunions stratégiques avec le consortium en charge du projet hydroélectrique de Volobe, regroupé au sein de CGHV et de ses actionnaires, avec une participation active des représentants de la Société financière internationale (SFI). La première rencontre, à dominante technique, a réuni les équipes opérationnelles afin de faire le point sur l'avancement du projet. Elle a été conduite par l'équipe du MEF, sous la coordination du secrétaire général, avec l'objectif de consolider les éléments de préparation, d'identifier les points de vigilance et de sécuriser les prochaines étapes. Une seconde réunion, à un niveau décisionnel, s'est tenue sous le leadership du ministre de l'Économie et des Finances, Dr Herinjatovo Ramiarison, avec la participation de l'équipe technique, de représentants du ministère

de l'Énergie ainsi que des conseillers techniques de la Primature. Les échanges ont permis d'aligner l'ensemble des parties prenantes sur les paramètres clés du projet et sur les arbitrages à conduire pour accélérer sa concrétisation.

## Vers la clôture financière

Plusieurs sujets structurants ont été abordés. Les discussions ont porté sur la situation actuelle du projet, les modalités de financement, incluant les options concessionnelles et les appuis sous forme de dons, ainsi que le processus de clôture financière. Le montage EPC, qui encadre l'ingénierie, l'approvisionnement et la construction, a également été examiné, tout comme la route d'accès, considérée comme une composante indispensable à la réalisation du chantier dans de bonnes conditions. Un volet important a

concerné l'optimisation du tarif afin d'assurer la soutenabilité et la viabilité du projet sur le long terme. Les parties ont aussi discuté de l'efficience économique attendue, en mettant l'accent sur la création de valeur, le renforcement du tissu économique local et l'apport d'innovations technologiques. À l'issue des échanges, l'État a réaffirmé ses engagements. Le ministre a souligné sa volonté de renforcer l'esprit de partenariat, de garantir la continuité des actions et le respect des engagements, tout en consolidant un climat de confiance fondé sur la transparence.

Il s'est également engagé à accompagner les différentes procédures du projet dans une logique d'intérêts communs. Présenté comme un levier de transition énergétique inclusive, Volobe demeure un projet prioritaire identifié dans le PDMC. Très attendu par la population, les opérateurs économiques et les investisseurs, il se distingue par son adhésion sociale et par l'engagement des parties prenantes. Il est, à ce stade, le seul grand projet hydroélectrique affichant un niveau d'avancement significatif sur les plans technique, opérationnel et financier.

## Manandona, Antsirabe II : les agriculteurs interpellent l'Etat

JEAN RIANA | 26 JANVIER | LES NOUVELLES

Les agriculteurs de la commune de Manandona, district d'Antsirabe II, région Vakinankaratra, ont fait part de leurs difficultés à écouler leurs produits agricoles, lors de la visite de la ministre du Commerce et de la consommation, Haingotiana Andriamadison, le 24 janvier. Ils ont notamment souligné les problèmes liés à la recherche de débouchés commerciaux.

Conformément aux instructions du Président de la République visant à privilégier les descentes sur le terrain afin d'être à l'écoute des réalités vécues par les agriculteurs, la ministre s'est rendue dans la commune de Manandona, choisie en raison de son statut de deuxième plus grand bassin de production de pomme de terre après Faratsihio.

A cette occasion, de nombreux agriculteurs ont exposé leurs principales préoccupations notamment l'absence de débouchés pour écouler leurs produits, le coût élevé des intrants agricoles et la faiblesse des prix pratiqués sur le marché. « Nos récoltes sont achetées à seulement 400 ariary le kilo par les collecteurs, alors que le prix du kilo d'engrais atteint 5.000 ariary », ont-ils dénoncé. Une réalité jugée décourageante par les producteurs, qui ont également plaidé pour un contrôle régulier des balances commerciales afin de prévenir les pratiques frauduleuses. « Il est nécessaire d'identifier les problèmes, ainsi que leurs causes profondes afin de trouver des solutions adéquates », a déclaré la ministre.

## Assises régionales sur Agribusiness à Fianarantsoa : plusieurs produits à fort potentiel, identifiés

ARH. | 26 JANVIER | LES NOUVELLES

**A** près le Sud, c'est autour de la Haute Matsiatra d'abriter les assises régionales sur l'agribusiness au cœur de la relance économique, les 22 et 23 janvier à Fianarantsoa.

A Fianarantsoa, le ministère de l'Agriculture et de l'élevage (Minae) a réuni les acteurs économiques des régions Ihorombe, Amoron'i Mania, Atsimo Atsinanana, Vatovavy Fitovinany et Matsiatra Ambony. Objectif : écouter les attentes des entrepreneurs agricoles, des petits producteurs et des jeunes de la génération Z engagés dans la production et construire des solutions concrètes. A cette occasion, les producteurs ont soulevé le manque de terres cultivables, le vieillissement des plantations de café, les maladies des cultures et du bétail, l'insuffisance d'eau, ainsi que le déficit d'équipements et de formations techniques.

Les discussions ont également permis d'identifier les principales filières structurantes de la région, notamment le riz reste en tant qu'aliment de base. Les cultures stratégiques comme le maïs, l'arachide et le manioc occupent également une place importante dans la relance de l'agribusiness. Les cultures d'exportation — girofle, poivre et café — constituent un atout économique majeur. L'élevage, notamment bovin, avicole, laitier et apicole, complète ce tissu productif.

### Feuille de route

Face à ces enjeux, le Minae annonce une ligne claire. « Le secteur de l'agribusiness sera assaini et rendu transparent », affirme le ministère. Pour les filières d'exportation, il prévoit l'extension des surfaces cultivables, la simplification des procédures administratives, une meilleure rémunération des producteurs et l'application stricte des règles encadrant les activités commerciales.



Selon le Minae, l'ambition dépasse la seule sécurité alimentaire. Il s'agit de professionnaliser l'agriculture, de

créer de la valeur ajoutée locale et de faire de l'agribusiness un moteur durable du développement rural. La mise en œuvre de cette dynamique est soutenue par plusieurs programmes, dont le projet DEFIS, chargé de la

coordination à Fianarantsoa. Les propositions recueillies seront consolidées et transmises au niveau national afin d'élaborer une feuille de route économique.

## Production - Le marché du graphite gagne du terrain

*IRINA TSIMIJALY | 27 JANVIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR*

En 2024, Madagascar confirme sa montée en puissance sur le marché mondial du graphite. L'île a produit environ 89 000 tonnes, contre une fourchette de 63 000 à 100 000 tonnes en 2023, selon les sources.



Cette progression notable fait de Madagascar le deuxième producteur mondial hors Chine, représentant près de 12 % de la production mondiale. Cette dynamique est principalement alimentée par la demande croissante en graphite pour les batteries de véhicules électriques, où le graphite est un composant indispensable.

A l'échelle mondiale, la production de graphite continue de grimper. En 2023, elle s'élevait à 1,23 million de tonnes, dominée par la Chine, qui assurait 77 % de l'approvisionnement. En 2024, la Chine reste largement en tête, avec plus de 79 %, mais la montée en puissance des mines africaines et asiatiques, notamment à Madagascar, commence à diversifier le marché.

Aux États-Unis, aucun graphite naturel n'a été produit en 2023, alors que le pays a consommé près de 76 000 tonnes, importées principalement de Chine (42 %), du Mexique et du Canada (environ 30 %) et de Madagascar (12 %). La Grande Île s'affirme ainsi comme un fournisseur stratégique, profitant des restrictions à l'exportation et des barrières commerciales sur le graphite transformé. Le secteur malgache est porté par quelques acteurs majeurs. Tirupati Graphite PLC, société britannique, exploite les projets Vatomina et Sahamamy, produisant du graphite flake de haute qualité. NextSource Materials Inc., canadienne, a lancé la production commerciale de graphite SuperFlake à Molo, avec une capacité initiale d'environ 17 000 tonnes par an. Parallèlement, des producteurs historiques comme Les Etablissements Gallois ou Bass Metals / Greenwing Resources continuent leur activité, plus modestement, mais contribuent à l'essor du secteur.

Malgré cette montée en puissance, Madagascar reste dépendante de l'exportation de minerai brut. La transformation locale reste limitée, ce qui freine les retombées économiques. Les experts recommandent de développer davantage la transformation sur place pour mieux profiter de la croissance mondiale.

Depuis ses débuts artisanaux avant 2000 jusqu'à l'industrialisation post-2010, Madagascar s'impose aujourd'hui comme un acteur stratégique du graphite. Avec la demande croissante pour les batteries électriques, la Grande Île pourrait renforcer sa position dans ce marché en pleine expansion.

## Hausse du cours du nickel : une nouvelle opportunité pour Ambatovy

*R.EDMOND | 27 JANVIER | MIDI MADAGASCAR*

Le projet minier d'Ambatovy est en passe d'amorcer un regain de vitalité. La hausse du cours du nickel est considérée comme annonciatrice de meilleures perspectives pour ce grand investissement minier, qui joue un rôle de premier ordre dans le développement économique du pays.

Depuis mi-décembre, le métal industriel enregistre en effet un bond de plus de 25 % à la Bourse des métaux de Londres (LME).

### Indonésie

Le cours du nickel affiche en ce moment un niveau record de 18 800 dollars la tonne. Une hausse qui s'explique notamment par la décision de l'Indonésie, premier producteur mondial, de réduire sa production, ainsi que par une

forte demande de la Chine. On rappelle que l'Indonésie, qui possède les plus grandes réserves mondiales de nickel, a fortement augmenté sa production ces dernières années. Sa part de marché est passée de 31,5 % en 2020 à 60,2 % en 2024. En 2020, ce pays a opté pour la suspension de ses exportations de minerai, et cela a provoqué une nette augmentation de sa production, laquelle a joué en défaveur des cours. C'est ainsi que, durant une bonne partie de 2025, le nickel a stagné ou baissé légèrement jusqu'à la mi-décembre. Parallèlement à cette baisse de production, la Chine, qui continue d'investir massivement, a affiché une forte demande de métaux. Bref, même si le cours du nickel reste très loin du record historique de 2022, après le début de la guerre en Ukraine, où il a atteint les 55 000 dollars la tonne, le nickel est actuellement dans

une période de prix fort qui peut impacter positivement les activités des producteurs comme Madagascar.

### Bouffée d'oxygène

Selon les analystes, cette hausse des cours du nickel peut faire office de bouffée d'oxygène pour Ambatovy, qui a traversé ces derniers temps des moments assez difficiles. Notamment à cause du ralentissement de la production, provoqué par la fermeture temporaire d'un pipeline endommagé. Malgré une reprise partielle de la production, les volumes sont restés incertains, et Ambatovy n'a pas encore annoncé l'atteinte de ses prévisions de production annuelle. Avec cette production encore limitée, Ambatovy ne pourra pas encore tirer pleinement profit de cette hausse du cours international du nickel. La firme minière, qui, par ailleurs, était obligée de recourir à un plan de restructuration de sa dette, alourdie par des pertes consécutives, notamment dues aux coûts d'exploitation élevés et aux faibles prix du nickel enregistrés pendant plusieurs années.

### Belle opportunité

Quoiqu'il en soit, cette hausse du cours du nickel peut toujours constituer un potentiel de gain pour Ambatovy, surtout si elle arrive elle-même à augmenter et à stabiliser sa production. Une belle opportunité également pour l'ensemble de l'économie du pays, en raison des apports d'Ambatovy, qui reste encore l'un des plus grands projets miniers de Madagascar. En 2024, Ambatovy a, par exemple, payé 43,6 millions de dollars en impôts, taxes et redevances à Madagascar. En 2023, les paiements combinés au niveau central et auprès des collectivités territoriales ont atteint 89,4 millions de dollars aux autorités centrales et aux collectivités territoriales. Pour 2022, Ambatovy avait versé environ 43 millions en taxes et redevances à l'État. Ambatovy figure aussi dans le rang des principaux exportateurs de Madagascar, particulièrement pour le nickel et le cobalt, deux produits très demandés à l'international. Selon certaines sources, le projet, quand il fonctionne normalement, sans contrainte et en pleine capacité, représente jusqu'à 32 % des recettes en devises. Une industrie minière à protéger.

## Grand Sud : Une révolution numérique entamée avec les « Smart Villages »

NAVALONA R. | 27 JANVIER | MIDI MADAGASCAR

Grâce à un partenariat stratégique entre le ministère du Développement numérique et le Programme alimentaire mondial (PAM), six « Smart Village » ou villages intelligents sont désormais opérationnels dans les régions Androy et Anosy.

Cette initiative marque un tournant dans le désenclavement et la modernisation des services publics en milieu rural, à travers la mise en œuvre du programme RRT/ Smart Village. « En déployant des centres communautaires dotés de guichets de services publics, l'État entend briser l'isolement des zones rurales et placer l'inclusion numérique au cœur du développement régional en entamant une révolution numérique avec les « Smart Village » dans le Grand Sud », a expliqué le ministre du Développement numérique, des Postes et des Télécommunications, Mahefa Andriamampiadana, lors du lancement officiel de ce village intelligent situé à Vohitsova, dans la commune rurale d'Antanimora Sud, région Androy, la semaine dernière.

Une connectivité hybride. La particularité de ces villages intelligents repose sur une infrastructure technique résiliente, à travers l'utilisation d'une connectivité hybride. « En combinant la connexion par satellite et l'énergie solaire « off-grid » ou hors réseau, le gouvernement garantit à la population un accès aux services publics 24h/24. Ce modèle de connectivité hybride permet d'assurer la continuité administrative, même dans les localités les plus isolées. Pour concrétiser cette modernisation, 11 entités administratives clés, incluant les districts, les hôpitaux, la gendarmerie, les circonscriptions scolaires (CISCO) et les directions régionales de l'Agriculture et de l'Élevage, sont dotées d'ordinateurs portables. Cet équipement permet d'automatiser les démarches et

d'optimiser le reporting administratif. Afin de garantir la pérennité du système et la viabilité du projet, des agents consultants « Smart Village » ont reçu une formation intensive sur l'instauration d'un nouveau « business model » visant l'autonomie financière de ces hubs », a-t-il fait savoir.



Droit fondamental. Au-delà de l'administration, les retombées économiques sont déjà visibles. L'introduction de réfrigérateurs solaires permet aux producteurs locaux de conserver et de vendre de la viande et des produits halieutiques dans de meilleures conditions, stabilisant ainsi leurs revenus. Grâce aux outils numériques, les agriculteurs disposent désormais d'informations en temps réel sur les prix du marché, ce qui a favorisé une hausse de 20 % des activités commerciales autour des centres. Le projet porte également une forte dimension écologique avec la promotion du « e-cooking ». L'utilisation de cuiseurs électriques dans les cantines scolaires permet non seulement de réduire la déforestation, mais aussi de protéger la santé des femmes et des enfants tout en

réalisant des économies substantielles sur la consommation de riz, de l'ordre de 4 à 5 kg par jour. Par ailleurs, le développement du capital humain constitue une priorité de l'État. Près de 1 200 jeunes seront formés aux compétences numériques pour accéder aux métiers de demain. Des postes de gestionnaires et de facilitateurs pérennes

seront, entre autres, créés au sein de ces villages intelligents. « À travers cette synergie avec le PAM, l'État réaffirme que le numérique n'est plus un luxe urbain mais un droit fondamental pour chaque citoyen », a conclu le ministre Mahefa Andriamampiadana.

## Devises – Les réserves de change de Banky foiben'i Madagasikara à 3,4 milliards de dollars à mi-janvier 2026

27 JANVIER | 2424.MG

Les réserves officielles de change détenues par Banky foiben'i Madagasikara (BFM) vers la moitié de ce mois de janvier s'élevaient à 3,4 milliards de dollars. Ce qui représentait selon l'autorité monétaire 6,7 mois d'importation. Le Gouverneur de la Banque centrale, Aivo Andrianarivelo, avait fait part de cette situation des réserves lors de la signature des conventions cadres relatives à la protection des sites et à l'escorte des fonds de BFM, mercredi dernier.

Aussi, même en cas de choc économique majeur entraînant une suspension totale des flux de devises vers le pays, ce stock permettrait de couvrir les importations de biens et services de Madagascar pendant 6,7 mois. Cet

indicateur de couverture, qui frôle désormais les sept mois d'importations, témoigne, selon Aivo Andrianarivelo, de la résilience de l'économie nationale. Et la capacité de la Banque Centrale à accumuler de telles réserves confirme la solidité des fondamentaux économiques actuels.

BFM rapporte par ailleurs une progression significative de ses réserves de changes par rapport à l'exercice 2025 qui s'établissait à 2,3 milliards de dollars. Pour son Gouverneur, cette croissance est le résultat direct des interventions stratégiques de la Banky Foiben'i Madagasikara sur le Marché interbancaire de devises (MID), où ses rachats réguliers avaient permis de consolider durablement cette épargne de précaution.

## Union Européenne – Madagascar - Un nouvel accord commercial en passe d'être signé

IRINA TSIMIJALY | 28 JANVIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

**M**adagascar et l'Union européenne s'apprêtent à signer un Accord de partenariat économique élargi. Il renforce les échanges et offre à la Grande Île un accès privilégié au marché européen.

Un partenariat déjà solide. Les relations commerciales entre l'Union européenne (UE) et Madagascar pourraient bientôt franchir une nouvelle étape.



En marge d'un déjeuner de presse organisé hier au Tour Zital, à Ankorondrano, l'ambassadeur de l'Union européenne auprès de Madagascar et de l'Union des Comores, Roland Kobia, a annoncé que les négociations sur l'Accord de partenariat économique (APE) élargi arrivent à leur terme.

En vigueur depuis 2012, l'APE a déjà produit des résultats jugés « très tangibles ». Comme l'a rappelé le diplomate, « la relation commerciale a fait de l'Union européenne le premier client de Madagascar ». Aujourd'hui, environ 33 % des exportations de la Grande Île sont destinées au marché européen, faisant de l'UE la première destination des produits malgaches. Les échanges bilatéraux dépassent désormais le milliard d'euros.

Ce partenariat repose sur un accès privilégié au marché européen. Depuis plus d'une décennie, les produits malgaches sont exportés vers l'UE « sans aucun droit de douane, à 0 %, et sans aucune restriction quantitative ». Les exportations concernent principalement le textile, qui représente 30 %, suivi des produits agricoles (29,5 %), des produits industriels (25 %) et des produits de la pêche (15 %).

Dans ce contexte, la tendance reste favorable. « Quand vous regardez la courbe macro des échanges au fil des années, elle est positive », souligne Roland Kobia, estimant que le potentiel existant pourrait permettre une croissance encore plus marquée des échanges.

## Un accord élargi et asymétrique

C'est précisément pour renforcer cette dynamique que l'Union européenne et ses partenaires finalisent un APE élargi. « Le dernier round de négociations a eu lieu il y a quelques semaines, et nous sommes véritablement à la fin du processus », a indiqué l'ambassadeur, ajoutant que la signature pourrait intervenir « dans les semaines qui viennent ».

Contrairement à l'accord initial, centré sur les biens, le nouvel APE couvrira désormais « les services, les investissements, la propriété intellectuelle et toute une série d'autres domaines ». Il s'agit d'un accord de libre-échange, mais volontairement déséquilibré en faveur de Madagascar.

« C'est un accord asymétrique, qui apporte plus de bénéfices à Madagascar qu'à l'Union européenne », a insisté Roland Kobia.

Négocié dans un cadre régional incluant Maurice, les Comores, les Seychelles et le Zimbabwe, l'accord a bénéficié de l'implication active de la Grande île. « Madagascar a fait preuve d'un grand dynamisme dans les négociations », a salué le diplomate.

Enfin, l'APE prévoit des mesures d'accompagnement pour aider les entreprises malgaches à se conformer aux normes internationales. « Il faut voir ces normes non pas comme des contraintes, mais comme des opportunités », a-t-il conclu, rappelant que cet accord, en vigueur depuis 2012, n'a jamais été suspendu et repose sur une relation commerciale « stable, prévisible et durable ».

## Relance économique - Le secteur privé investit dans le secteur eau et électricité

*IRINA TSIMIJALY | 28 JANVIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR*

Le Groupement des Entreprises de Madagascar (GEM) et MEDEF International (MEDEFI) ont présenté un plan stratégique d'investissements pour soutenir le Plan de Relance Économique de Madagascar. Conçu conjointement par les secteurs privés malgache et français, suite aux discussions à Mahazoarivo vendredi 23 janvier, ce plan vise à répondre rapidement aux besoins essentiels de la population, en particulier dans les domaines de l'électricité, de l'eau et de l'assainissement.

Comme il a été partagé par le communiqué de la Primature, le portefeuille comprend 29 projets et programmes structurés autour de quatre priorités nationales : énergie, infrastructures durables, numérique et développement des compétences, ainsi que le tourisme. Il est organisé selon trois horizons : 14 projets à réaliser dans les 12 prochains mois, 11 projets sur 12 à 24 mois, et 4 projets au-delà de 24 mois. La priorité pour 2026 est donnée aux projets immédiatement réalisables, capables de produire des résultats concrets dès l'année prochaine.

En lien avec les partenaires financiers, le secteur privé entend jouer pleinement son rôle de catalyseur pour permettre la mobilisation effective des financements déjà annoncés. L'investissement indicatif pour la période 2026–2030 est estimé à environ 2,9 milliards d'euros, hors grands projets hydroélectriques structurants.

Selon les projections, la mise en œuvre de ce portefeuille pourrait générer jusqu'à 55 000 emplois temporaires et 10 500 emplois durables, directs et indirects confondus. Ces projets énergétiques et hydriques contribueront à

améliorer l'accès à l'électricité et à l'eau potable, deux besoins essentiels pour le quotidien des Malgaches, tout en soutenant la relance économique.

Dans une déclaration commune, le GEM et le MEDEFI ont rappelé que « ce plan stratégique a été conçu dans une logique d'action et de résultats, pour accélérer la réalisation de projets bancables répondant aux besoins fondamentaux de la population et en soutien au Plan de



Relance Économique ».

Ainsi, le secteur privé se positionne comme un acteur clé pour relancer Madagascar, en apportant des infrastructures vitales pour le développement économique et social du pays.

# Transports aériens : Cinq compagnies aériennes autorisées à opérer à Madagascar

R.EDMOND | 28 JANVIER | MIDI MADAGASCAR

**C**inq compagnies aériennes sont autorisées à effectuer du transport aérien public. C'est du moins ce que l'on lit dans un avis publié hier par l'Aviation civile de Madagascar (ACM).

Il s'agit, en l'occurrence, de Madagascar Airlines, Madagascar Trans Air, GS Aviation et HFF Travel Airways. L'avis en question précise que Madagascar Airlines est autorisée à opérer des vols réguliers et des vols à la demande, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. Dans la deuxième catégorie se trouvent Madagascar Trans Air, GS Aviation et HFF Travel, qui peuvent assurer des vols à la demande à l'intérieur et à l'extérieur de Madagascar. Enfin, Madagascar Fly Alliance est autorisée à effectuer des vols à la demande exclusivement sur le territoire national. L'ACM précise, dans son avis au public et aux médias, que « *le public sera informé de toute modification de cette liste* ». L'autorité de l'aviation civile rappelle également aux propriétaires et exploitants d'aéronefs privés que l'usage de ces aéronefs doit être fait à des fins strictement privées, c'est-à-dire que ceux-ci doivent être utilisés par leurs propriétaires pour

leur propre usage et non en vue d'une rémunération de quelque nature que ce soit.

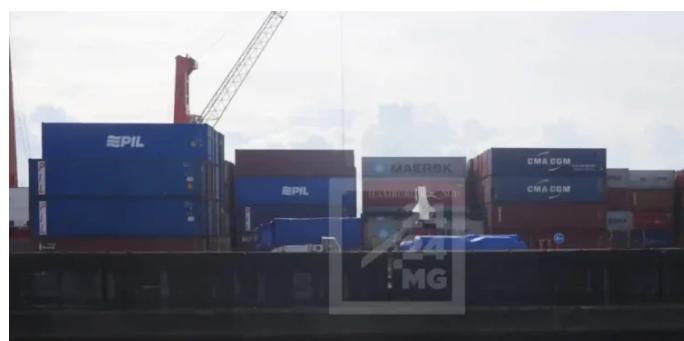
## Grandes compagnies

À lire, en tout cas, cet avis de l'ACM, des compagnies aériennes privées ont disparu de la liste des agréées. Pour ne citer, entre autres, que Trans Ocean Airways. Par ailleurs, les grandes compagnies aériennes internationales comme Air France, Emirates, Ethiopian Airlines, Kenya Airways et autres, qui survolent l'espace aérien malgache et atterrissent dans les aéroports du pays, ne sont pas dans cette liste. Peut-être dans un autre avis au public et aux médias qui sera diffusé par l'ACM, qui demande, dans un autre avis en date du 26 janvier, à l'ensemble du public et des organes de presse de ne se référer qu'aux informations officielles diffusées par ses « *soins* ». Histoire, selon elle, d'assurer la protection des informations sensibles, de préserver la crédibilité de l'information et de maintenir un niveau élevé de sûreté de l'aviation civile.

# Commerce – Explosion des importations de biens de consommation en dix ans, selon les données de la Douane

28 JANVIER | 2424.MG

190 % de hausse en dix ans. Entre 2015 et 2024, les importations de biens de consommation ont connu une hausse marquée, selon les statistiques issues du système de la Douane.



Durant cette période, la valeur des importations classées dans la catégorie "autres biens", qui regroupe principalement des produits manufacturés destinés à la consommation finale, est passée d'environ 1 900 milliards d'Ariary à plus de 5 400 milliards d'Ariary.

D'après les données du commerce extérieur compilées par la Douane, la valeur totale des importations a

progressé plus rapidement que celle des exportations sur la période. En 2024, les importations ont atteint près de 21 900 milliards d'Ariary, contre 11 700 milliards d'Ariary d'exportations, contribuant à l'aggravation du déséquilibre commercial.

La répartition géographique des échanges, telle que présentée dans les tableaux statistiques douanières, montre une forte concentration des importations de biens manufacturés en provenance de l'Asie. La Grande Chine, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean) et l'Inde-Pakistan figurent parmi les principaux fournisseurs du pays. Cette configuration accroît la dépendance de l'économie nationale aux chaînes d'approvisionnement extérieures et rend les prix intérieurs plus sensibles aux variations des coûts logistiques et des taux de change.

Sur le plan macroéconomique, la hausse soutenue des importations de biens de consommation, mise en évidence par les données douanières, contribue à l'élargissement du déficit commercial et à la pression sur les réserves en devises. Cette tendance pose la question de la capacité de l'économie à réduire durablement sa dépendance aux produits importés sans un renforcement significatif de la production industrielle locale.

# Airtel – ESCM Business School : rapprocher l'apprentissage de la pratique

ARH. | 28 JANVIER | LES NOUVELLES

Airtel Madagascar et l'ESCM Business School ont officiellement, hier à Ivandry, un partenariat pour rapprocher l'enseignement supérieur du monde de l'entreprise. Les deux institutions veulent faciliter l'insertion professionnelle des jeunes et préparer les compétences dont le pays a besoin. « Airtel a toujours eu à cœur la jeunesse et plus encore aujourd'hui, avec les défis et les opportunités liés à la transformation digitale. Nous croyons profondément que chaque jeune mérite une chance de se former, de développer ses compétences, de grandir et de participer activement au développement de Madagascar », déclare Anne Catherine Tchokonté, Directrice Générale d'Airtel Madagascar. La transformation numérique s'accélère, les techniques, digitales et managériales, sont très demandées. Le partenariat prévoit des actions concrètes. Airtel équipera

l'ESCM d'une salle connectée pouvant accueillir une cinquantaine d'étudiants, avec un accès Internet gratuit.

## Soutenir l'apprentissage numérique

Les étudiants bénéficieront aussi d'opportunités de stages et d'alternance au sein d'Airtel Madagascar. Des conférences, ateliers, études de cas et interventions d'experts viendront renforcer la pratique. Le partenariat inclut également un appui logistique, du parrainage de projets académiques et une mise en valeur des initiatives communes. Pour l'ESCM, cette alliance s'inscrit dans une vision de formation professionnaliste. « Ce partenariat renforce notre mission de proposer une formation alignée avec les réalités du marché, favorisant l'employabilité, l'innovation et l'excellence académique », souligne Jonathan Ranjatoelina, CEO de l'ESCM Business School.

## « 80 % des crises les moins médiatisées se situent en Afrique et souffrent d'un sous-financement de l'aide », alerte l'ONG Care

28 JANVIER | FRANCE-INFO

**L'ONG affirme que l'invisibilisation de ces crises «a des conséquences directes pour les personnes affectées par les guerres, les catastrophes naturelles et la faim».**

« 80 % des crises les moins médiatisées se situent en Afrique et souffrent d'un sous-financement systémique de l'aide », alerte l'ONG Care qui publie mercredi 28 janvier la 10e édition de son rapport annuel «sur les dix crises humanitaires passées sous silence dans les médias», que Radio France a pu consulter en exclusivité.

Depuis dix ans, « le continent africain est, chaque année, largement oublié par les médias. En 2025, près de 43 millions de personnes sont affectées par les dix crises humanitaires les moins documentées au monde, dont près de 80 % se situent dans des pays africains », insiste Care.

### Baisse de 55 % des articles consacrés à ces crises

Le nombre d'articles publiés en ligne sur « les dix crises les moins documentées » a connu une diminution de plus de 55 % en passant de 89 588 en 2024 à 40 061 en 2025. « Ces crises sont en train de disparaître complètement des radars, même auprès des médias qui en parlaient au moins un peu », peut-on lire dans ce rapport. Cette évolution « témoigne de la tendance mondiale à invisibiliser les crises auprès du grand public et à mettre l'aide humanitaire sous pression », poursuit l'ONG. Par comparaison, en 2025, « la fermeture temporaire de TikTok aux Etats-Unis a fait 290 fois plus parler d'elle que la Centrafrique », dénonce le rapport.

« Ce sont des crises souvent longues et surtout multifactorielles, ce ne sont pas des crises impressionnantes, ce n'est pas un conflit brutal et soudain, ce n'est pas un tsunami qui ravage les côtes », note Adéa Guillot,

porte-parole de l'ONG Care sur France Inter. Elle évoque une possible «lassitude» des Français et de médias sur ces «crises qui s'installent dans la longueur», rappelant que «ça fait 30 ans qu'on parle» des crises en Angola ou en République centrafricaine qui sont «très complexes». Ces dernières ont des «causes imbriquées qui finalement nous paraissent lointaines, qui n'ont pas un intérêt géopolitique énorme aux yeux des Européens, mais qui créent réellement une instabilité extrêmement forte», souligne-t-elle. Les victimes de ces instabilités politiques «ne mangent plus, ne vont plus à l'école, sont victimes de violences sexuelles, etc.».



Ces dix crises «sont aussi parmi celles qui reçoivent le moins de financements. En 2025, les réponses humanitaires des Nations Unies pour le Honduras n'étaient financées qu'à 11 % et tout juste 14 % pour le Zimbabwe ou le Malawi. La République centrafricaine atteignait 36 %, un 'record' dans ce classement mais toujours à peine un tiers

des besoins couverts», constate l'ONG. «L'invisibilisation de ces crises a des conséquences directes pour les personnes affectées par les guerres, les catastrophes naturelles et la faim», car «elle se traduit par moins de financements, moins d'aide humanitaire et davantage de vies en danger. Informer reste l'un des leviers essentiels pour mobiliser l'action politique et la solidarité», prévient Adéa Guillot, porte-parole de l'ONG CARE France. Car ne pas médiatiser ces crises, c'est aussi provoquer une baisse de l'élan de solidarité, poursuit la porte-parole de l'ONG sur France Inter : «*Si une crise est passée sous silence, la générosité ne peut pas se débloquer puisque les gens n'en entendent tout simplement pas parler à la radio ou ne la lisent pas dans leurs journaux.*»

### Ces crises «doivent être racontées»

La 10e édition du rapport annuel de l'ONG CARE sur les dix crises humanitaires passées sous silence rappelle le contexte troublant dans lequel paraît cette étude avec «près de la moitié des financements publics mondiaux de l'aide

humanitaire qui ont disparu en dix ans». En 2025, «l'action humanitaire mondiale a été profondément fragilisée par la décision prise par Washington de supprimer 90 % de ses financements de l'aide humanitaire». Il y a eu «des réductions similaires dans une dizaine de pays européens, dont 37 % pour la France». «Pour la première fois depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, porter assistance à des personnes en danger n'est plus unanimement reconnu comme un impératif vital», regrette Adéa Guillot, porte-parole de CARE France.

Par ailleurs, cette étude confirme année après année que «le changement climatique est désormais un facteur commun à l'ensemble des crises du classement. Tous les pays cités cette année sont confrontés à une alternance d'épisodes de sécheresse et d'inondations, qui détruit les récoltes et entraîne une insécurité alimentaire grave et durable». Avec cette dixième édition, «CARE ne se contente pas d'un état des lieux. L'ONG lance un appel : ces crises existent, elles s'aggravent, elles nous concernent — et elles doivent être racontées. Maintenant».

## Accord commercial - Perspective d'un report d'un an pour l'Agoa

IRINA TSIMIJALY | 29 JANVIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

### Hier à Ankorondrano, le GEFP a alerté sur l'incertitude entourant l'Agoa. Sa reconduction limitée à un an menace déjà des milliers d'emplois à Madagascar.

Reconduction incertaine. La perspective d'un report d'un an de l'African Growth and Opportunity Act (Agoa) suscite à la fois espoir et inquiétude au sein des entreprises franches à Madagascar. Hier, lors d'une conférence de presse organisée au siège du Groupement des entreprises franches et partenaires (GEFP) à Ankorondrano, le groupement a dressé un état des lieux de la situation. Le 12 janvier dernier, la Chambre des représentants des États-Unis a voté en faveur d'une reconduction de l'Agoa. Initialement prévue pour trois ans, la proposition a finalement été ramenée à une durée d'un an seulement.



Selon Herilanto Rakotoarisoa, président du GEFP, « la proposition actuelle ne porte plus que sur un an, avec une application rétroactive jusqu'au 30 septembre 2025 ». Le texte est désormais attendu au Sénat américain. Une fois adopté, le président des États-Unis conserve toutefois un droit de veto, ce qui maintient une forte incertitude.

Cette situation est aggravée par le blocage autour de la loi de finances américaine. Le vote du budget fédéral, initialement prévu fin janvier, a été retardé en raison de tensions politiques, faisant planer la menace d'un shutdown de l'administration américaine.

#### Impacts économiques et sociaux

« Aujourd'hui, les priorités aux États-Unis ne sont pas économiques, mais politiques », souligne le président du GEFP.

Depuis la fin de l'Agoa le 30 septembre 2025, les conséquences sont déjà visibles. Plus de 7 000 employés sont actuellement en chômage technique dans les entreprises franches. Ce chiffre ne prend pas en compte les emplois indirects et la sous-traitance, qui pourraient également être touchés.

Les exportateurs malgaches vers les États-Unis sont confrontés à une surtaxe de 15 %, payée par les acheteurs, désormais incapables d'en assumer le coût. « Depuis le 30 septembre, les ventes se font à perte », alerte le GEFP. Les commandes ont fortement diminué, fragilisant la trésorerie des entreprises, déjà endettées à hauteur de plus de 100 milliards d'ariary.

Le secteur textile, pilier de l'économie malgache, comptait environ 180 000 emplois en 2025. Aujourd'hui, près de 6 000 à 7 000 emplois directs liés à l'Agoa sont menacés.

« Créer ou relancer une entreprise ne se fait pas à court terme », rappelle Herilanto Rakotoarisoa, évoquant la suspension de Madagascar de l'Agoa entre 2009 et 2014. Face à cette crise, le GEFP appelle à un dialogue urgent entre l'État, les syndicats et les entreprises. Il réclame notamment le paiement rapide des crédits de TVA, un assouplissement des règles du chômage technique, et un renforcement des négociations avec les États-Unis. « Nous sommes dans une situation exceptionnelle. C'est le moment de se parler », insiste le président du groupement.

# Table des bailleurs : Focus sur le secteur de l'agriculture et de l'élevage

ANTSA R. | 29 JANVIER | MIDI MADAGASCAR

Une réunion de concertation avec les partenaires techniques et financiers du secteur agriculture et élevage s'est tenue au Centell Antanimena, afin d'harmoniser les actions des différents acteurs du développement.

Renforcer l'alignement stratégique des interventions et améliorer durablement les revenus des producteurs. Tels sont les objectifs de la Table ronde des bailleurs, organisée dans un contexte où la performance du monde rural demeure un levier central de développement. Au cœur des échanges, la présentation d'un document stratégique de cadrage visant à consolider la coordination des actions et à mieux structurer les mécanismes de soutien.

Quatre axes prioritaires ont été mis en avant : le renforcement de la souveraineté et de la sécurité alimentaire, le développement d'une industrie agroalimentaire ancrée dans les régions et appuyée sur la transformation locale, une meilleure organisation des chaînes de valeur et des marchés agricoles et d'élevage, ainsi que le renforcement de la gouvernance du secteur, incluant la sécurisation foncière et le pilotage fondé sur les données.

Mieux structurer. Selon les participants, les discussions ont permis de dégager trois principaux chantiers opérationnels. Sur le plan stratégique, les participants ont insisté sur la nécessité d'aligner les financements extérieurs sur les priorités nationales. Sur le volet coordination, l'attention s'est portée sur la prise en compte du foncier, de la sécurité alimentaire et des ressources naturelles utilisées pour produire, tout en augmentant l'appui au développement

agricole et à l'élevage, et en améliorant la sélection des bénéficiaires.



Enfin, sur le plan de la mise en œuvre, la réunion a souligné l'enjeu d'une gestion plus efficace des interventions, la mise en place de financements d'urgence et la création d'un dispositif national de collecte et de diffusion des connaissances afin de pérenniser les acquis des projets. À noter que la rencontre a été conduite par le ministre de l'Agriculture et de l'Élevage, José Nirina Rasataramanana ; et le secrétaire général du ministère de l'Économie et des Finances, Iouri Garisse Razafindrakoto, représentant le ministre. Une séquence qui confirme la volonté des autorités de mieux structurer l'action publique et partenariale au bénéfice des producteurs.

## Mines : Madagascar rouvre l'octroi des permis miniers

ARH. | 29 JANVIER | LES NOUVELLES

Le Conseil des ministres du 27 janvier a validé la réouverture de l'octroi des permis miniers à Madagascar, interrompu depuis seize ans. La relance concerne tous les permis, à l'exception de ceux relatifs à l'or. Cette mesure s'inscrit dans le cadre des réformes du secteur extractif, considéré comme un moteur de l'économie nationale et un levier de développement. Selon le ministère des Mines, cette décision fait suite à plusieurs actions préparatoires. « Nous avons révisé le Code minier et ses textes réglementaires, mis en place un plan d'assainissement du Bureau du Cadastre Minier (BCMM) et procédé à un examen technique approfondi de la gestion des permis », précise le ministère. Il s'agit d'« Assainir le secteur, renforcer la transparence

et la bonne gouvernance, et lutter contre l'exploitation minière illégale », explique le gouvernement. Les autorités veulent également encourager les activités minières légales afin de générer des retombées économiques pour les opérateurs, les collectivités locales et l'Etat. La gestion des permis reste sous la responsabilité du ministère des Mines via le BCMM. « L'octroi des permis sera soumis aux conditions et critères définis par la législation en vigueur », rappelle le ministère. Selon les autorités, cette initiative devrait renforcer l'attractivité de Madagascar des investisseurs tout en respectant le cadre légal.

# Prolongation de l'Agoa : Volte-face du Sénat américain

JEAN RIANA | 29 JANVIER | LES NOUVELLES

**R**evirement de la situation. Alors que la Chambre des représentants des Etats-Unis avait approuvé, le 12 janvier, la prolongation de l'African Growth and Opportunity Act (Agoa) pour une durée de trois ans, le Sénat américain en a décidé autrement, en adoptant une prolongation d'une année seulement. 7.000 emplois sont menacés.

Face à cette volte-face du Sénat américain, le Groupement des entreprises franches et partenaires (GEFP) est dans la tourmente et ne cache pas ses inquiétudes, lors d'une conférence organisée dans ses locaux à l'ex-Village des Jeux Ankorondrano. « Cettedépendanceaumarchéaméricainexposelesgrandes entreprises et leurs salariés à une fragilité accrue où 7.000 emplois directs sont menacés à court terme », indique-t-il. Ce groupement a également précisé que le secteur textile, pilier de l'économie malgache avec près de 180.000 emplois en 2025, traverse une crise majeure liée au retard du renouvellement de l'Agoa depuis 2025. « Les conséquences sociales et économiques sont lourdes : chômage technique inévitable, suppression progressive de milliers de postes, impact sur les sous-traitants et ralentissement des exportations », souligne-t-il. Il a ajouté que la baisse des devises rapatriées, va fragiliser l'ariary, tandis que l'expansion du secteur informel et l'insécurité croissante à Antananarivo,

ne font que rendre la situation préoccupante. En effet, l'équilibre économique et social est menacé. Et le Ggef lance un appel pour des mesures immédiates, à savoir le remboursement des crédits de TVA, l'assouplissement des procédures relatives au de chômage technique. L'implication des plus hautes autorités pour renforcer la coopération bilatérale avec les Etats-Unis, est aussi réclamée. Ce groupement a également demandé à rencontrer au plus vite le président de la Refondation de la République de Madagascar. Autant dire, les efforts diplomatiques et économiques menés à Washington par une délégation malgache de haut niveau, réunissant acteurs publics et privés depuis l'adoption du projet de loi par la Chambre des représentants, ne semblent pas avoir porté leurs fruits. En l'état, le texte devra être de nouveau soumis au processus législatif américain. Sauf revirement de dernière minute, le Sénat devrait se prononcer d'ici le 31 janvier dans le cadre de l'examen du projet de loi budgétaire.

## Intelligence artificielle : « Demandons-nous devant chaque progrès s'il nous rend plus ou moins humains »

29 JANVIER | LA CROIX

**E**n soumettant l'homme à des signaux numériques, l'intelligence artificielle lui fait perdre ce qui le constitue en tant qu'humain, souligne Patrick Chastenet. Il juge urgent de la désacraliser, afin que nous « *ne devenions pas l'instrument de nos instruments* ».

« Ce n'est pas la technique qui nous asservit mais le sacré transféré à la technique » : ce constat du théologien Jacques Ellul, le penseur français de la technique, résonne particulièrement avec l'intelligence artificielle (IA), dernier avatar d'un monde devenu intégralement technicisé.



De force désacralisante, la technique est devenue elle-même source de sacré, et l'IA, qui fait désormais système, ne s'y soustrait pas. Elle ne se réduit pas à la machine : elle traduit la volonté de rechercher partout la méthode

absolument la plus efficace et transforme l'utilisateur en serviteur de la technique.

### L'IA dépossède l'homme de lui-même

L'IA dépossède l'homme de lui-même puisqu'elle tend à le faire passer pour une machine défectueuse. Vidant de sa substance éthique le constat « l'erreur est humaine », les promoteurs de l'IA en déduisent : « L'algorithme a toujours raison. » Or, en soumettant l'homme à des signaux numériques, on lui fait perdre sa capacité d'initiative, on disqualifie son jugement personnel et nie sa spontanéité naturelle. Bref, ce qui le constitue en tant qu'humain.

En raison d'une prétendue capacité à expertiser le réel plus fidèlement que l'humain, l'IA se voit dotée d'un véritable pouvoir d'injonction. Un pouvoir appelé à croître et à se renforcer au rythme des progrès de l'IA et de celui de nos démissions collectives.

L'IA, par sa nature même, vient accélérer le processus de technicisation déjà en cours dans nos sociétés techniciées. Le changement permanent, l'obligation de s'adapter vite et tout le temps provoquent déjà des troubles : sentiment d'impuissance, découragement, stress, maladies

mentales. Porteuse de nouvelles fractures sociales, l'IA risque de les aggraver.

### L'IA adopte des formes anthropomorphiques

Comme on l'a vu avec le Covid, la technique investit prioritairement deux domaines : sécurité et santé. La reconnaissance faciale policière avance malgré les régulations, tandis que, sur le plan médical, le projet transhumaniste porté par les principaux promoteurs de l'IA promet de soigner tous nos maux, et, qui sait, de nous rendre immortels. Ce qui rappelle l'avertissement de Pascal : « Qui veut faire l'ange fait la bête. »

La société technicienne transforme tous les problèmes en problèmes techniques à résoudre par un surcroît de technique, et l'IA pousse ce solutionnisme à son paroxysme. Pour justifier son rôle normatif, elle adopte des formes anthropomorphiques : les agents conversationnels simulent l'humain pour mieux se substituer à lui. L'IA génératrice externalise nos capacités fondamentales d'expression et de représentation : écrire, créer, composer, imaginer. Si l'on renonce à produire nous-mêmes nos œuvres, que reste-t-il de la singularité humaine ?

### Ne devenons pas l'instrument de nos instruments

Cette évolution accompagne une perte parallèle du sens du réel : à côté du monde concret, l'IA installe une réalité chiffrée censée en offrir la maîtrise par sa modélisation. L'humanité risque alors de devenir une espèce surnuméraire, tandis que se réalise ce qu'Ellul décrivait il y a soixante-dix ans : rationalisation de l'existence, artificialisation du monde, automatisme étendant sans fin son champ d'action, auto-accroissement de la technique nourrie par nos propres usages, unicité d'un système rendant impossible la distinction entre les « bons » et les « mauvais » usages, enchaînement inéluctable des innovations, extension mondiale et totale, et autonomie d'un principe d'efficacité devenu la norme universelle.

Avec une IA qui promet un monde sans limites et des élites technocapitalistes persuadées que tout est possible, c'est pourtant la capacité humaine à se fixer des bornes essentielles qui est menacée. Pour que l'intelligence artificielle d'aujourd'hui ne devienne pas la bêtise humaine de demain, il est urgent de la désacraliser. Avec George Orwell, demandons-nous devant chaque progrès s'il nous rend plus humains ou moins humains. Ne devenons pas l'instrument de nos instruments.

## Secteur halieutique - Reprise de la pêche au concombre de mer dans le nord-ouest

*IRINA TSIMIJALY | 30 JANVIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR*

Après près de deux années de suspension, la pêche au concombre de mer s'apprête à reprendre dans le nord-ouest de Madagascar. La décision concerne plusieurs régions du nord et du nord-ouest de la Grande Île, notamment Boeny, Diana, Sofia et Sava, où l'activité avait été interrompue depuis février 2024.

La suspension avait été annoncée par le ministère de la Pêche et de l'Économie bleue, en raison de nombreux dysfonctionnements constatés dans la filière. Corruption, non-respect des règles, pêche illicite et mauvaise gestion des autorisations figuraient parmi les principales causes évoquées. L'objectif affiché par les autorités était alors de réorganiser le secteur et de renforcer la surveillance.

D'après les récits des pêcheurs dans la région, la fermeture soudaine a lourdement impacté les acteurs locaux, en particulier les petits collecteurs. À Mahajanga, plus de mille personnes dépendent directement de la pêche au concombre de mer.

Selon Eric Randrianambinina, président de la coopérative des collecteurs de concombres de mer de Mahajanga, « il n'y a eu aucun préavis, tout s'est arrêté brusquement. Même les exportateurs n'ont pas pu écouler leurs stocks».

Il ajoute que « certaines marchandises financées par des prêts ont été saisies par les banques », aggravant les pertes financières.

Durant la période de suspension, de nombreux employés ont perdu leur emploi. Les opérateurs n'avaient plus la possibilité de recruter, tandis que les activités alternatives autorisées se sont révélées peu rentables.

Aujourd'hui, la reprise de la pêche est envisagée, mais sous conditions strictes. Les autorités annoncent la mise en place de nouveaux textes réglementaires, la délivrance de nouveaux permis de collecte, ainsi qu'un inventaire rigoureux des stocks. Les exportations ne seront autorisées qu'après vérification.

Le ministre de la Pêche a également assuré que les procédures administratives seront simplifiées et que la filière sera mieux encadrée, afin de donner une réelle valeur économique au produit tout en protégeant la ressource.

Cette reprise s'inscrit donc dans une logique de surveillance renforcée, afin d'éviter les dérives du passé et de garantir une exploitation durable du concombre de mer dans le nord-ouest de l'île.

## Redevances minières : Déblocage de 98 milliards d'ariary d'Ambatovy pour les communes

ANTSA R. | 30 JANVIER | MIDI MADAGASCAR

La levée de la suspension des redevances minières d'Ambatovy marque un tournant attendu pour plusieurs collectivités. Selon le ministre des Ressources stratégiques, Carl Andriamparany, plus de 98 milliards d'ariary seront redistribués à plus de 20 communes des régions Atsinanana et Alaotra-Mangoro. Les autorités annoncent la mise en place d'un dispositif chargé d'en assurer la gestion et le suivi. Dans le Sud-Est, le dossier QMM avance également. Après une année d'interruption, l'entreprise a versé plus de 7 milliards d'ariary sur les comptes des trois

communes concernées dans le district de Tolagnaro, au titre de ses engagements sociaux. La règle de répartition reste inchangée : 70 % des montants perçus sont destinés à l'investissement, 30 % au fonctionnement. Par ailleurs, le rapport 2023 conforme aux normes EITI sur le secteur extractif a été officiellement rendu public au Mining Business Center d'Ivato. Il fait état de plus de 13 millions de tonnes produites et de 6 658 milliards d'ariary d'exportations. Le secteur représente 49,20 % des exportations et 5,83 % des recettes fiscales, selon l'EITI Madagascar.

## Tourisme – L'ONTM ouvre la promotion de Madagascar à tous les volontaires de bonne volonté

30 JANVIER | 2424.MG

Tous azimuts. L'Office national du tourisme de Madagascar (ONTM) lance un appel à manifestation d'intérêt à l'intention de toute personne souhaitant contribuer à la promotion de la destination Madagascar. Ce nouvel axe de la stratégie de promotion mise en œuvre par l'Office a été évoqué mercredi à l'occasion de la présentation d'une nouvelle phase de la campagne "Redorons ensemble l'image de Madagascar".

Lors de cette rencontre, le directeur exécutif de l'ONTM, Danny Barivelo, met en avant la volonté de l'institution d'élargir les acteurs impliqués dans la valorisation de l'image du pays, au-delà des seuls professionnels du tourisme. Cette orientation s'inscrit dans la continuité des actions menées depuis le lancement officiel de la campagne en novembre 2025.

L'appel vise alors à établir des partenariats avec des profils variés, sans condition liée au secteur d'activité. Cuisiniers, artistes, sportifs, chauffeurs ou citoyens engagés peuvent ainsi proposer leur participation, à condition d'estimer pouvoir apporter une contribution à la mise en valeur de la destination, selon les modalités définies par l'office.

Concrètement, les personnes intéressées sont invitées à prendre contact avec l'ONTM afin de s'informer sur les termes de la convention de partenariat envisagé. L'institution précise que cette démarche repose sur un principe de collaboration volontaire et non rémunérée. L'objectif affiché est de fédérer des initiatives individuelles

autour d'un message commun, axé sur la promotion de l'image du pays à travers des actions de communication et de représentation, sur les réseaux sociaux comme dans les échanges du quotidien.



Cette annonce intervient alors que la campagne "Redorons ensemble l'image de Madagascar" se poursuit en 2026, avec notamment l'organisation de voyages d'influenceurs nationaux et internationaux. Selon l'ONTM, ces actions visent à renforcer la visibilité de la destination sur les marchés cibles et auprès de la diaspora. L'appel à manifestation d'intérêt constitue ainsi un levier complémentaire, destiné à élargir la mobilisation autour de la promotion touristique et à diversifier les relais de communication de Madagascar.

## Relance économique – Huit filières d'excellence pour bâtir l'avenir agro-industriel de la province d'Antananarivo

30 JANVIER | 2424.MG

La liste est dressée. Huit filières à fort potentiel de développement de l'agribusiness et de création de valeur ajoutée avaient été identifiées pour la province d'Antananarivo. Il s'agit du riz irrigué, du riz pluvial, de la baie

rose, du café, du maïs, des fruits, de l'aviculture et de la filière lait. Le choix de ces filières marque l'aboutissement des échanges entre les acteurs de l'Analamanga, de l'Itasy, du Vakinankaratra et du Bongolava durant les

Assises régionales qui se sont tenues la semaine dernière.

Les bases d'une relance économique axée sur la performance agricole étaient ainsi jetées. Les acteurs qui participaient à ces assises régionales ont convenu que ces filières priorisées présentent des potentiels économiques considérables. Qu'il s'agisse de cultures vivrières ou de produits de rente, les filières prioritaires d'Antananarivo affichent des perspectives de croissance exceptionnelles.

Le riz irrigué et pluvial demeure le socle de la sécurité alimentaire de ces quatre régions avec un potentiel de doublement de chiffre d'affaires à l'hectare. Une performance qui est pourtant conditionnée par l'amélioration des pratiques culturales, l'accès aux intrants de qualité et une meilleure organisation de la production.

Les filières de rente, comme le café et la baie rose, s'imposent également comme des moteurs de richesse

tournés vers l'exportation. La filière lait et l'aviculture s'affirment parallèlement comme un levier massif pour l'emploi et la souveraineté alimentaire. L'amélioration des structures techniques et commerciales pourrait ainsi transformer radicalement l'économie rurale des Hautes Terres.

Ces filières font toutefois face à des obstacles de taille comme l'insécurité foncière, le coût élevé des crédits, le manque de débouchés et le trop grand nombre d'intermédiaires qui pèsent sur les prix. L'absence de structures de vente organisées freine également l'élan des entrepreneurs agricoles locaux. Des solutions concrètes avaient alors été proposées lors de ces Assises régionales, telles que la facilitation de l'accès à la terre, la création d'une banque dédiée aux agriculteurs et l'organisation de meilleurs circuits de vente. L'accent sera parallèlement mis sur la productivité, grâce notamment à la distribution de semences de qualité, des intrants moins chers et des formations aux techniques modernes.



📍 Résidence Les Orchidées Blanches Androhibe

📞 +261 32 07 696 49 - +261 34 01 696 49

🌐 [www.ccifm.mg](http://www.ccifm.mg)

✉ ccifm@ccifm.mg    ✉ adhesion@ccifm.mg

🌐 **f** CCI France Madagascar

🌐 **in** CCIFM Chambre de Commerce  
et d'industrie France Madagascar